

France-Balma: Bailiff services

OJ S 198/2015 13/10/2015

Contract notice

Services

Directive 2004/18/EC

Section I: Contracting authority

I.1. Name and addresses

Official name: Pôle emploi Midi-Pyrénées

Postal address: Héliopôle — direction Midi-Pyrénées — 33 avenue Georges Pompidou

Town: Balma

Postal code: 31131

Country: France

Contact person: Service achats-logistique

E-mail: marie-lise.brugel@pole-emploi.fr

Telephone: +33 561008736

Fax: +33 561008658

Internet address(es):

General address of the contracting authority: <http://www.pole-emploi.e-marchespublics.com>

Address of the buyer profile: <http://www.pole-emploi.e-marchespublics.com>

Additional information can be obtained from:

Official name: Pôle emploi direction régionale Midi-Pyrénées

Postal address: 33 avenue Georges Pompidou BP 93186 à l'attention de service achat-logistique

Town: Balma Cedex

Postal code: 31131

For the attention of: Marie-Lise Brugel

E-mail: marche.31036@pole-emploi.fr

Telephone: +33 561008585

Fax: +33 561008658

Internet address: <http://www.e-marchespublics.com>

Specifications and additional documents (including documents for competitive dialogue and a dynamic purchasing system) can be obtained from:

Official name: Pôle emploi direction régionale Midi-Pyrénées

Postal address: 33 avenue Georges Pompidou BP 93186

Town: Balma Cedex

Postal code: 31131

For the attention of: Service achat-logistique

Internet address: <http://www.e-marchespublics.com>

Tenders or requests to participate must be submitted: Official name: Pôle emploi direction régionale Midi-Pyrénées

Postal address: 33 avenue Georges Pompidou BP 93186

Town: Balma Cedex

Postal code: 31131

For the attention of: Service achat-logistique

I.2. Type of the contracting authority

Body governed by public law

I.3. Main activity

Other: Emploi

I.4. Contract award on behalf of other contracting authorities

Section II: Object of the contract

II.1. Description

II.1.1. Title attributed to the contract by the contracting authority

Le présent marché a pour objet sur l'ensemble du territoire Aveyron (12), Tarn (81), Tarn et Garonne (82), lot (46), Gers (32), Hautes-Pyrénées (65), l'achat par pôle emploi midi-pyrénées des services de recouvrement amiable et judiciaire et la réalisation de constats type états des lieux autres que les constats locatifs loi de 1989 et constats divers (permis de construire, sinistres, travaux, etc...).

II.1.2. Type of contract and place of performance or delivery

Services

Service category No 21: Legal services

Main site or place of performance: 33 avenue Georges Pompidou, 31131 Balma.

NUTS code FR623 Haute-Garonne

II.1.3. Information about a framework agreement or a dynamic purchasing system

The notice involves a public contract

II.1.4. Information about framework agreement

II.1.5. Short description of the contract or purchase(s)

Le présent marché a pour objet sur le territoire concerné, d'une part, l'achat par pôle emploi Midi-Pyrénées de services de recouvrement contentieux et amiable des prestations versées à tort aux demandeurs d'emploi par pôle emploi.

Le présent marché a pour objet d'autre part, la réalisation de constats type états des lieux autres que les constats locatifs loi de 1989 et constats divers (permis de construire, sinistres, travaux, etc..).

Le titulaire prendra toutes les dispositions pour assurer les prestations sur l'ensemble du territoire concerné, à charge pour lui de vérifier qu'elles seront réalisées de manière conforme aux dispositions du présent contrat.

A cet effet, et afin de rationaliser l'exécution des prestations objet du marché, la mission d'huissier pilote sur le territoire concerné satisfait les exigences de:

- coordination des huissiers intervenants,
- vérification des actes et des actions diligentés,
- centralisation de l'information de, et vers, pôle emploi,
- centralisation de l'ensemble des flux financiers de, et vers, pôle emploi,
- vérification du respect de l'adéquation entre les actes et les circonstances.

II.1.6. CPV code(s)

75242110 Bailiff services

II.1.7. Information about the Government Procurement Agreement (GPA)

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement: no

II.1.8. Lots

This contract is divided into lots: no

II.1.9. Information about variants

Variants will be accepted: no

II.2. Scope of the procurement

II.2.1. Total quantity or scope

Le présent marché prend la forme d'un marché simple sans minimum ni maximum.

Il est conclu pour une durée ferme d'un an à compter du 1.1.2016.

Il est ensuite reconductible par tacite reconduction pour une période de 12 mois sans que le marché ne puisse excéder une durée totale de 4 ans.

II.2.2. Information about options

II.2.3. Information about renewals

This contract is subject to renewal: yes

Number of possible renewals: 3

II.3. Duration of the contract or time limit for completion

Start 1.1.2016. Completion 31.12.2016

Section III: Legal, economic, financial and technical information

III.1. Conditions related to the contract

III.1.1. Deposits and guarantees required

III.1.2. Main financing conditions and payment arrangements and/or reference to the relevant provisions governing them

Le titulaire et pôle emploi s'engagent à respecter le tarif des huissiers de justice fixé par le décret no96-1080 du 12.12.1996 portant fixation du tarif des huissiers en matière civile et commerciale ou tout autre décret qui viendrait à le modifier ou à le remplacer.

Pour tout acte hors décret, les tarifs appliqués sont définis dans le bordereau des prix.

Les prix sont fermes pour les prestations en honoraires libres pour la première année du marché et pour les 2 premières années de reconduction.

III.1.3. Legal form to be taken by the group of economic operators to whom the contract is to be awarded

Dans tous les cas où ils ont présenté leur candidature et offre sous la forme d'un groupement conjoint, les groupements momentanés d'opérateurs économiques constitués en application de l'article 22 du décret no 2005-1742 du 30.12.2005 sont tenus d'assurer la transformation dudit groupement en un groupement solidaire à la notification du marché. Cette transformation s'effectue sans autres formalités vis-à-vis de pôle emploi Midi-Pyrénées.

III.1.4. Contract performance conditions

III.2. Conditions for participation

III.2.1. Suitability to pursue the professional activity, including requirements relating to enrolment on professional or trade registers

List and brief description of conditions: Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies: déclaration sur l'honneur relative à la capacité juridique du candidat à accéder à la commande publique, datée et signée par un représentant du candidat compétent à cet effet et certifiant que le candidat:

- a, au 31.12.2014, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale ou acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, dans les conditions prévues à l'article 8-4° de l'ordonnance modifiée no 2005-649 du 6.6.2005 relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics;
- n'a pas fait l'objet au cours des 5 dernières années d'une condamnation inscrite au bulletin no 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8251-1, L. 8231-1 et L. 8241-1 du code du travail;
- n'a pas fait l'objet au cours des 5 dernières années d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues par les articles 222-38, 222-40, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 421-2-1, par le deuxième alinéa de l'article 421-5, par l'article 433-1, par le deuxième alinéa de l'article 434-9, par le deuxième alinéa de l'article 433-2, par le huitième alinéa de l'article 434-9, par le deuxième alinéa de l'article 434-9-1, par les articles 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, par les premier et deuxième alinéas de l'article 441-8, par l'article 441-9, par les articles 445-1 et 450-1 du code pénal, ainsi que par l'article 1741 du code général des impôts;
- n'est pas en état de liquidation judiciaire au sens de l'article L. 640-1 du code de commerce ou de faillite personnelle au sens de l'article L. 653-1 à L.653-8 du même code ou procédure équivalente pour les candidats régis pas un droit autre que le droit français.

III.2.2. Economic and financial ability

List and brief description of conditions: Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies: déclaration relative à la capacité financière du candidat à exécuter le marché auquel il est candidaté indiquant:

- le chiffre d'affaires annuel global réalisé par le candidat sur chacun des 3 derniers exercices disponibles. Dans le cas où le candidat est objectivement dans l'incapacité de produire ces renseignements, en particulier lorsqu'il est de création récente, il rapporte la preuve de cette incapacité et communique en lieu et place tout document de nature à attester de sa capacité financière à exécuter les prestations, par exemple la preuve d'une assurance pour les risques professionnels;
- si le candidat est en redressement judiciaire au sens de l'article L. 631-1 du code de commerce ou procédure équivalente pour les candidats régis pas un droit autre que le droit français, la copie du ou des jugements l'autorisant à poursuivre son activité pendant toute la durée du marché, période de reconduction comprise.

III.2.3. Technical and professional ability

List and brief description of conditions:

Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies: déclaration relative à la capacité technique et professionnelle du candidat à exécuter le marché auquel il est candidaté indiquant:

- les effectifs, au sens de l'article L. 1111-2 du code du travail, moyens annuels pour chacune des 3 dernières années;
- les principales prestations effectuées au cours des 3 dernières années, privilégiant les prestations similaires à celles objet du marché et détaillant le montant, la date et le destinataire public ou privé.

III.2.4. Information about reserved contracts

III.3. Conditions specific to services contracts

III.3.1. Information about a particular profession

Execution of the service is reserved to a particular profession: no

III.3.2. Information about staff responsible for the performance of the contract

Obligation to indicate the names and professional qualifications of the staff assigned to performing the contract: yes

Section IV: Procedure

IV.1. Type of procedure

IV.1.1. Type of procedure

Open

IV.1.2. Information about the limits on the number of candidates to be invited

IV.1.3. Information about reduction of the number of solutions or tenders during negotiation or dialogue

IV.2. Award criteria

IV.2.1. Award criteria

The most economically advantageous tender in terms of Criteria below

1. Valeur technique. Weighting 65
2. Prix. Weighting 35

IV.2.2. Information about electronic auction

IV.3. Administrative information

IV.3.1. File reference number attributed by the contracting authority

IV.3.2. Previous publication concerning this procedure

IV.3.3. Conditions for obtaining specifications and additional documents or descriptive document

Payable documents: no

IV.3.4. Time limit for receipt of tenders or requests to participate

10.11.2015 - 10:00

IV.3.5. Estimated date of dispatch of invitations to tender or to participate to selected candidates

IV.3.6. Languages in which tenders or requests to participate may be submitted

French.

IV.3.7. Minimum time frame during which the tenderer must maintain the tender

Duration in days: 90 (from the date stated for receipt of tender)

IV.3.8. Conditions for opening of tenders

Section VI: Complementary information

VI.1. Information about recurrence

This is a recurrent procurement: yes

Estimated timing for further notices to be published: 2019.

VI.2. Information about European Union funds

The procurement is related to a project and/or programme financed by European Union funds:
no

VI.3. Additional information

La date limite de réception des demandes de renseignements complémentaires est fixée au 26.10.2015 à 10:00. Aucune demande ne sera prise en compte au-delà de cette date.

Les offres irrégulières, inacceptables ou inappropriées au sens de l'article 24 du décret no 2005-1742 du 30.12.2005 seront rejetées. Sous cette réserve, et après première analyse des offres sur la base des critères pondérés d'attribution des marchés ci-après énumérés, pôle emploi engagera des négociations avec les candidats ayant présenté les offres économiquement les plus avantageuses, jugées telles sur la base de ces critères. Sauf si le nombre des candidats n'est pas suffisant, le nombre de candidats admis à négocier est fixé à 3.

Cette phase de négociation se déroulera dans les locaux de la direction régionale de pôle emploi Midi-Pyrénées à Balma (31). A ce titre, les candidats devront prévoir la présence et la disponibilité d'un représentant habilité à négocier semaine 47. La convocation à cette séance de négociation sera adressée au minimum 3 jours ouvrés avant sa tenue. Pour faciliter l'envoi des convocations à négocier, le candidat fournira une adresse électronique pour réceptionner valablement cette invitation.

Date d'envoi du présent avis au JOUE et au BOAMP: 8.10.2015.

VI.4. Procedures for review

VI.4.1. Review body

Official name: Tribunal administratif de Toulouse

Postal address: 68 rue Raymond IV, BP 7007

Town: Toulouse Cedex 07

Postal code: 31068

Telephone: +33 562735757

Fax: +33 562735740

VI.4.2. Review procedure

Precise information on deadline(s) for review procedures: A. Avant la conclusion du contrat, recours sur la base de l'article l551-1 du code de justice administrative et/ou, contre un acte détachable du contrat, de l'article r421-1 du même code dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des formalités de publicité de l'acte attaqué, le cas échéant assorti d'une demande de suspension sur le fondement de l'article l521-1 du même code

b. Après la conclusion du contrat:

1°) recours sur la base de l'article l551-13 du même code dans un délai de 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution du contrat;

2°) recours de pleine juridiction contestant la validité du contrat ou de certaines de ses clauses, dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution du contrat, le cas échéant assorti d'une demande de suspension sur le fondement précité et/ou d'une demande indemnitaire; en cas de demande indemnitaire, recours administratif préalable auprès du directeur régional aux coordonnées en tête d'avis et recours de pleine juridiction dans un délai de 2 mois à compter de la décision expresse de rejet ou sans condition de délai (sauf prescription) à défaut.

VI.4.3. Service from which information about the review procedure may be obtained

VI.5. Date of dispatch of this notice

8.10.2015

